


cités
unies
france

la lettre de la. coopération décentralisée

Décembre
2013
Janvier
2014

| | |
|-----------------------------------|----|
| Editorial | 2 |
| Afrique | 3 |
| Amérique latine et Caraïbes | 7 |
| Asie | 10 |
| Europe | 12 |
| Méditerranée | 13 |
| Jeunesse..... | 16 |
| Thématiques..... | 17 |
| Agenda | 22 |
| Publications | 24 |

Editorial

L'année qui commence est particulière. Les élections municipales vont sans doute amener des changements. De nouvelles équipes vont se mettre en place. La question de la pertinence de l'action internationale sera sans doute posée. Des mouvements de repli se feront jour... À nous de développer des initiatives à destination de toutes les collectivités pour faire connaître l'intérêt de notre action en faveur de la coopération décentralisée. Nous avons de sérieux arguments à faire valoir. Soyons-en les porteurs.

Nous allons en particulier devoir faire preuve d'une certaine capacité de persuasion pour concrétiser le 1% ramassage et traitement des déchets ménagers. J'en fais une question personnelle et je souhaite qu'un tel projet de loi soit voté lors de la session de printemps du parlement.

Pour le reste, nous poursuivrons nos activités. Nous allons organiser en 2014, sept assises bilatérales. Elles concerneront le Japon, la Côte d'Ivoire, la Chine, le Burkina Faso et très vraisemblablement Madagascar, le Niger et le Sénégal.

Pour le 5^{ème} Forum de l'action internationale des collectivités, j'ai proposé à mon collègue et ami Alain Juppé que nous organisions avec l'AFCCRE une grande session plénière sur l'Europe et l'action internationale des collectivités territoriales.

Au delà du travail d'animation que nous assurons, il nous revient de répondre aux nouvelles aspirations de nos adhérents pour une offre de service plus pointue correspondant aux évolutions de la coopération décentralisée. D'ores et déjà, l'équipe de CUF s'est mise au travail.

Dans un an nous fêterons les 40 ans de CUF. Notre association a accompagné toute l'histoire des partenariats entre collectivités françaises et étrangères qu'il s'agisse des jumelages de la coopération de solidarité et, aujourd'hui, de l'action internationale au sens large.

Ceci, nous l'avons fait avec tous les niveaux de collectivités et nous avons veillé à ce que tous apprennent les uns des autres. C'est avec les communes, les départements, les régions que nous avons créé les groupes pays, les assises bilatérales, le forum de l'action internationale des collectivités locales. C'est avec eux que nous comptons accroître le périmètre et la légitimité de nos actions car l'action internationale des collectivités territoriales, même si l'environnement législatif s'est considérablement amélioré est loin d'être « sanctuarisée ». Nous portons avec nos adhérents cette volonté depuis 1975. C'est ensemble que nous la perpétuerons.

Permettez-moi au nom du bureau et de l'équipe de Cités Unies France de vous souhaiter nos meilleurs vœux pour l'année qui commence. Pour beaucoup d'entre nous cette année sera marquée par une échéance importante. Je vous souhaite et je nous souhaite le meilleur succès possible.

Michel Delebarre

Ancien Ministre d'Etat
Sénateur - Maire de Dunkerque
Président de Cités Unies France



BURKINA FASO

Président du groupe-pays : Jean-Bernard Damiens, adjoint au maire de Guéret, vice-président de la Région Limousin

Réunion du groupe-pays Burkina Faso, le 6 décembre 2013

La réunion annuelle du groupe-pays avait pour principal objet d'informer les membres du projet d'assises nationales de la coopération décentralisée et de les consulter sur leurs attentes et suggestions. Ont également été abordés, différents domaines de la coopération décentralisée tels que la situation géopolitique des pays sahéliens, l'eau et l'assainissement, la culture, la sécurité alimentaire.

Visite du ministre burkinabè de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation, en décembre 2013



Toussaint Abel Coulibaly, ministre de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation, a effectué un déplacement en France, à l'initiative de l'Ambassade de France au Burkina Faso, accompagné de représentants des associations nationales de collectivités.

Dans le cadre des relations bilatérales franco-burkinabè en matière de décentralisation, et du projet d'assises nationales de la coopération décentralisée, prévues à Ouagadougou au second semestre 2014, Cités Unies France a participé à une réunion en l'honneur du ministre, présidée par Jean-Marc Châtaigner, directeur général adjoint de la Mondialisation, du Développement et des Partenariats (MAE).

Le 13 décembre, Cités Unies France a reçu la délégation dans ses locaux, afin de définir les prérequis et étapes préparatoires aux assises de la coopération décentralisée. La délégation ministérielle était composée d'Aboubacar SAVADOGO, président du Conseil régional de la région Nord, représentant du président, de Honorine ILLA SANGARE, directrice générale de la coopération décentralisée au MATD, l'Association des régions du Burkina Faso, de Mamadou SEMBENE, directeur de la maison de la coopération décentralisée de l'Association des municipalités du Burkina Faso (AMBF).

Accompagnaient la délégation : Xavier JAGLIN, attaché de coopération au SCAC de l'ambassade de France au Burkina Faso et Abdouramane OUEDRAOGO, Conseiller Economique de l'Ambassade du Burkina Faso à Paris.

Le Burkina Faso fête son indépendance à Dori, au nord du pays

Dori, ville sahélienne d'environ 30 000 habitants, a accueilli le 53^{ème} anniversaire de l'Indépendance du Burkina Faso, le 11 décembre dernier. L'Etat a fortement investi dans la construction ou la rénovation de route, aérodrome, logements, en vue de ces festivités commémoratives. Les populations de cette région du Sahel espèrent que le programme de développement « Dori 2013 » et l'effort financier qu'il implique ne soit pas seulement ponctuel, mais qu'il continuera au delà de cette date. En effet, l'économie de la région est majoritairement agricole, et les populations souffrent du manque d'eau potable, d'électricité, et d'infrastructures.

(Source : Jeuneafrique.com)

MAURITANIE

Président : Daniel Allieux, conseiller syndical au SAN de Sénart

Elections législatives et municipales en Mauritanie

Le 23 novembre dernier, le premier tour des élections a été remporté par l'Union Pour la République (UPR). Le parti islamiste Tewassoul arrive deuxième, mais loin derrière, avec 12 sièges remportés contre 56 pour l'UPR.

Selon un responsable de la commission électorale nationale indépendante (Céni), le taux de participation s'élèverait entre 60% et 70%. Ceci s'explique par la prolongation du scrutin au delà de l'heure légale de la fermeture des bureaux pour permettre à un maximum d'électeurs de s'exprimer. L'affluence des électeurs et la complexité du mode de scrutin -une liste pour les municipale et trois pour les législatives- a rallongé le temps de vote par électeur et le délai de dépouillement, ce qui a créé une polémique autour de la partialité et la transparence de la Céni. La commission a donc décidé de reporter le deuxième tour au 21 décembre afin « d'accorder aux partis politiques le temps de faire appel après le premier tour ».

(Source : BBC.co.uk)

Les résultats du second tour des élections présidentielles malgaches

Le second tour, prévu pour le 20 décembre, opposera Robinson Jean-Louis, soutenu par le camp Ravalomanana, à Hery Rajaonarimampianina soutenu par le parti de Rajoelina. Selon le décompte officiel, les deux hommes ont recueilli respectivement 21,10 % et 15,93 % des voix. Les deux candidats ont très largement distancé les 31 autres candidats. Dans un souci de prudence et de vigilance, la présidente de la Commission électorale nationale indépendante (Céni) a annoncé que la proclamation des résultats partiels du scrutin présidentiel aura lieu entre le 4 et le 7 janvier 2014. En effet, la prévision de conditions météorologiques désavantageuses, et les difficultés que cela engendre pour la collecte des bulletins, notamment dans les zones reculées, incitent la Céni à établir une marge de temps plus grande pour être parée à toutes éventualités.

(Source : Linfo.re)

MALI

Président du groupe-pays : Guy-Michel Chauveau, député-maire de La Flèche et conseiller général de la Sarthe

Suites de la réunion du 15 octobre 2013

Les membres du groupe-pays sont invités à réagir aux propositions de groupes de travail, à poursuivre ou mettre en place en 2014.

Par ailleurs, l'actualisation de leurs informations figurant dans le recensement de leurs initiatives 2012-2013 est toujours possible (renouvellement de conventions, accueil de délégations, formations, etc.).

Le compte rendu de la réunion du 15 octobre et le recensement, actualisé début novembre 2013, sont téléchargeables sur le site de CUF :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1826>

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1860>

Elections législatives des 24 novembre et 15 décembre 2013

Les élections législatives ont eu lieu avec une faible participation et sur fond de troubles à Kidal.

Pour retrouver les résultats complets : <http://www.rfi.fr/afrique/20131219-mali-carte-resultats-legislatives-second-tour-elections>

NIGER

Président du groupe-pays : Stéphane Valli, vice-président de la communauté de communes Faucigny-Glières et adjoint au maire de Bonneville

Prochaine réunion du groupe-pays Niger, le 15 janvier 2014

La prochaine réunion du groupe-pays Niger se tiendra dans les locaux de Cités Unies France le 15 janvier 2014, de 14h00 à 17h00.

Les échanges porteront principalement sur la préparation des Assises franco-nigériennes qui se tiendront à l'automne 2014, à Niamey.

CÔTE D'IVOIRE

Réunion sur la coopération décentralisée avec la Côte d'Ivoire, le 13 février 2014

Tenant compte, depuis plusieurs mois de la reprise et de la mise en place significatives de partenariats entre collectivités ivoiriennes et françaises, et de la volonté affirmée des deux Etats d'accompagner cette dynamique, Cités Unies France propose aux collectivités françaises une réunion d'état des lieux et de perspectives jeudi 13 février 2014, de 14h30 à 17h00, au siège de Cités Unies France. L'ordre du jour sera communiqué prochainement aux collectivités françaises répertoriées.

Informations et inscriptions préalables : Constance Koukou, c.koukou@cites-unies-france.org

Mission technique de Cités Unies France en Côte d'Ivoire, du 8 au 11 décembre 2013

Faisant suite au déplacement du président de Cités Unies France en Côte d'Ivoire en juillet 2013, Cités Unies France a organisé une mission technique, du 8 au 11 décembre. Il s'agissait de réfléchir à une mise en œuvre opérationnelle des pistes esquissées en juillet, notamment concernant :

- les modalités d'une mobilisation des acteurs français, qui pourraient venir en appui à la relance de la coopération décentralisée.
- Les modalités de mise en place d'outils financiers et d'opportunités économiques qui émergent à Abidjan comme dans les différentes régions ivoiriennes récemment constituées.

Les résultats et pistes de travail issus de cette mission technique seront présentés aux collectivités françaises, à leurs associations nationales et aux structures d'appui identifiées, à l'occasion d'une première réunion du futur groupe-pays Côte d'Ivoire.

Union des Villes et Communes de Côte d'Ivoire : Koné Kafana succède à François Amichia

Koné Kafana, maire de Yopougon, a été élu nouveau président de l'Union des villes et communes de Côte d'Ivoire (Uvicoci), à l'issue de l'assemblée générale du 4 décembre 2013. Elu par ses collègues maires, à travers un vote par acclamation, il succède ainsi au maire de Treichville, François Amichia. Dans son discours d'ouverture, le président sortant a indiqué que, depuis 2002, son Bureau s'est employé à représenter et à défendre l'intérêt des communes auprès du gouvernement et à la tribune des grandes rencontres internationales.

Le président ivoirien Alassane Ouattara envisage de se représenter en 2015

Le chef d'Etat ivoirien, Alassane Ouattara, a annoncé qu'il comptait « demander un deuxième mandat à ses concitoyens » estimant ne pas avoir eu le temps d'atteindre les objectifs qu'il s'était fixé. En effet, il rappelle n'avoir pris ses fonctions qu'en mai 2011 alors qu'il avait été élu six mois plus tôt, à cause des affrontements post-électoral en octobre-novembre 2010.

Le chef de l'Etat a appelé les Ivoiriens à une forte mobilisation dans les urnes, égale ou supérieure aux 80% de participation enregistrés en 2010, afin de prouver que les Ivoiriens aspirent à « renforcer la démocratie, à faire en sorte que les élections cette fois-ci soient paisibles et qu'il n'y ait pas de contestation, en tout cas violente ».

Concernant la situation économique du pays, Alassane Ouattara a estimé que les effets seraient perceptibles « à partir de 2014 », car l'Etat a dernièrement développé des marges importantes pour investir.

(Source : Le monde.fr)

SÉNÉGAL

Présidente du groupe-pays : Marie-Pierre Bresson, adjointe au maire de Lille

Journée Eau et Assainissement au Sénégal, le 3 décembre 2013

Une rencontre « Eau et Assainissement au Sénégal », co-organisée par le Programme Solidarité Eau (pS-Eau) et Cités Unies France, a réuni les acteurs de coopération décentralisée et non gouvernementale français impliqués ou souhaitant s'impliquer sur des actions d'accès à l'eau potable et d'assainissement au Sénégal, le 3 décembre dernier, au Pavillon de l'Eau. Plus de 70 personnes, représentants de collectivités territoriales, d'associations de migrants ou d'ONG ont assisté à la rencontre. L'objectif était d'informer les acteurs de la solidarité internationale sur l'évolution du secteur, (modes et taux d'accès, réformes institutionnelles, etc.), de partager des expériences d'intervention afin de mettre en exergue différents types de contexte, d'actions ou encore de partenariats techniques et financiers.

A cette occasion, ont été présents Ousmane Hane du Programme Eau Potable et Assainissement du Millénaire (PEPAM) et Arouna Traore, conseiller technique au ministère de l'Assainissement, de l'Hydraulique et de l'Assainissement du Sénégal. Le compte-rendu sera disponible prochainement en ligne sur les sites du pS-Eau et de Cités Unies France.

Rencontre : « Quelle place pour la jeunesse dans la coopération décentralisée franco-sénégalaise ? », le 16 décembre 2013

Le groupe thématique Jeunesse et le groupe-pays Sénégal de Cités Unies France, en partenariat avec l'Ambassade du Sénégal en France, France Volontaires et Pays de Savoie Solidaires, ont organisé une journée d'échanges sur la place de la jeunesse dans la coopération décentralisée franco-sénégalaise, le 16 décembre dernier.

L'objectif des différentes présentations et des débats était :

- l'identification des acteurs de jeunesse en France et au Sénégal dans le cadre de la coopération décentralisée ;
- la définition des problématiques liées à la coopération décentralisée en matière de jeunesse au Sénégal ;
- la préparation d'une journée « Jeunesse » lors des assises de la coopération décentralisée franco-sénégalaise qui devraient se tenir en fin d'année 2014.

Le compte-rendu sera disponible en ligne à partir de mi-janvier 2014.

TOGO

Présidente du groupe-pays : Monique Papot-Liberal, adjointe au maire de Noailly

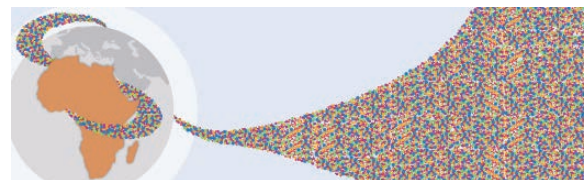
L'initiative du gouvernement togolais en faveur de l'éducation des filles

Avec l'appui de l'UNESCO, le ministère de l'Action sociale, de la Promotion de la femme et de l'Alphabétisation vient d'apporter un soutien en bourses d'études et en fournitures scolaires aux jeunes filles issues de familles démunies. En effet, Dédé Ahoéfa Ekoué, ministre de la Promotion de la femme, a rappelé que les femmes, bien qu'elles représentent 51% de la population togolaise, sont sous représentées dans les secteurs clés, du fait de la sous scolarisation des filles dès l'école primaire. Pour la ministre, cette situation est en grande partie due à certaines considérations socioculturelles fondées sur la division sexiste du travail.

C'est pourquoi le ministère de l'Action sociale et de la Promotion de la femme a décidé d'apporter un soutien financier concret aux parents ayant des difficultés de financement de scolarisation des jeunes filles.

(Source : Republicoftogo.com)

ACTUALITÉS AFRIQUE



100 innovations pour le développement durable en Afrique

Le 5 décembre dernier, en amont du sommet, le ministre délégué au Développement, Pascal Canfin, a organisé une rencontre en présence de 21 des 100 lauréats de l'appel à projets lancé en septembre « 100 innovations pour le développement durable en Afrique ».

Venus de toute l'Afrique, anglophone et francophone, les porteurs de projets ont mis en avant des solutions simples pour améliorer le quotidien de tous, le plus souvent fondé sur un modèle économique pérenne. Les projets allient souvent innovations technologiques, énergie durable et amélioration de l'accès à des services sociaux. A retenir par exemple, la création d'une « monnaie locale » au Kenya, Bangla-Pesa, palliant au manque de liquidité tout en favorisant l'échange de biens et de services localement.

Retrouvez la présentation de ces 21 projets sous forme de vidéos, mais aussi l'ensemble du dossier de presse sur :

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/aide-au-developpement-et/forum-afrique-100-innovations-pour/>

A noter qu'en janvier 2014, Emmanuel Faber et Jay Naidoo remettront au ministre délégué au Développement, un rapport intitulé : « Innover par la mobilisation des acteurs : une nouvelle approche de l'aide au développement » dont les premières recommandations ont également été présentés le 5 décembre.

Guinée : l'opposition va siéger à l'Assemblée Nationale

Lors des élections législatives du 28 septembre, le Rassemblement du Peuple de Guinée (RPG), dirigé par Alpha Condé, avait obtenu la majorité des voix. Suite aux résultats électoraux validés par la Cour suprême le 25 novembre, la question était de savoir si les partis de l'opposition allaient siéger ou non à l'Assemblée nationale.

A l'exception du Parti de l'espoir pour le développement national (PEDN), dirigé par Lansana Kouyaté, l'opposition a décidé de siéger en compagnie du RPG, au nom de la paix et de la cohésion sociale. A travers la participation aux décisions et débats de l'Assemblée, l'opposition espère encourager l'initiation de lois contenant les dérives de gouvernance ainsi que l'augmentation des investissements sociaux. Aucun parti n'a la majorité qualifiée de 51% mais le RPG avec ses quatre partis alliés dispose de cette majorité. L'opposition quant à elle dispose de 54 à 55 sièges sur les 114 que compte l'Assemblée. (Guinéeactu.info)

Sommet Afrique-France sur la paix et la sécurité en Afrique

Les chefs d'Etat, chefs de gouvernement et chefs de délégation d'une quarantaine de pays africains se sont réunis à Paris pour le sommet Afrique-France sur la paix et la sécurité les 6 et 7 décembre. A l'issue du sommet, la France et les 53 délégations ont fait une déclaration commune donnant lieu à trois décisions importantes. Le premier engagement porte sur la création d'une force armée de réaction rapide africaine qui puisse doter l'Afrique de la capacité d'assurer elle-même sa sécurité.

Le deuxième engagement a trait aux questions du développement : François Hollande a réitéré sa promesse de doubler les fonds de l'Agence française du développement en faveur de l'Afrique et salué la création d'une fondation franco-africaine pour la croissance.

Enfin, en matière de climat, Pascal Canfin, ministre délégué au Développement, considère que « l'Afrique est le continent le plus vulnérable et celui qui contribue le moins au bouleversement du climat ». La conférence Climat qui aura lieu à Paris fin 2015 espère donner lieu à une alliance entre l'Afrique et l'Europe. Pour retrouver l'ensemble de la déclaration :

<http://www.elysee.fr/declarations/article/la-declaration-finale-du-sommet-de-l-elysee-pour-la-peace-et-la-securite-en-afrique/>
(Source : Rfi.fr)

ACTUALITÉS AFRIQUE

CENTRAFRIQUE

DERNIÈRE MINUTE :

Au moment où Catherine Samba-Panza, maire de Bangui était élue présidente de la transition centrafricaine le 20 janvier, son secrétaire général, Benoît Dodji Bomaï, de passage en France, était reçu à Cites Unies France.

Cites Unies France félicite Madame Samba-Panza pour cette élection et l'encourage à faire participer les autorités locales et les élus locaux du pays au processus de gestion et de sortie de crise.

Catherine Samba-Panza avait séjourné en France début décembre, avec pour objectif de confirmer l'importance d'une forte mobilisation en faveur de son pays. A cette occasion, plusieurs collectivités et associations de la région Nord Pas de Calais avaient organisé des événements et relayé son appel, en particulier le 7 décembre, à Tourcoing, lors de la journée de solidarité « Ensemble pour la Centrafrique ». Durant son séjour, une rencontre était également organisée avec le Ministère des Affaires étrangères.

Le pôle Afrique de Cites Unies France invite les autres collectivités françaises, également mobilisées ou souhaitant le faire pour ce pays, à se manifester.

La France en quête de soutiens au Sommet européen de Bruxelles

Malgré la présence de militaires français et africains censés protéger la population en Centrafrique, les violences interreligieuses se poursuivent. Des ONG présentes sur les lieux, telles que Amnesty International, dénoncent les crimes commis par les deux parties du conflit. Le ministre français des Affaires étrangères évoque la situation de la Centrafrique comme « pré-génocidaire ». La deuxième journée du Conseil européen du 20 décembre, à Bruxelles, était l'occasion pour le Président François Hollande de convaincre ses partenaires européens de transformer l'opération française Sangaris en une opération européenne. Pour l'instant, la France est le seul pays européen engagé sur le terrain aux côtés de la mission africaine. (Source : RFI)

UEMOA : conférence sur les enjeux transfrontaliers

La Commission et le Conseil des Collectivités Territoriales (CCT) de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ont organisé du 17 au 19 décembre 2013, à Dakar, une conférence sur le thème : « La coopération transfrontalière, levier pour le développement et la paix : les territoires construisent par-delà les frontières. » Plusieurs collectivités françaises partenaires de collectivités des pays d'Afrique de l'Ouest ont intégré la dimension transfrontalière à leurs actions. Une réflexion avait été engagée par le pôle Afrique de Cites Unies France et la Mission Opérationnelle Transfrontalière (MOT) en 2011. Les collectivités qui auraient poursuivi en ce sens sont invitées à faire part de leurs activités.

Pour plus d'informations :

Astrid Frey, chargée de mission (Bénin, Comores, Madagascar, Mauritanie)

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

Constance Koukoui, chargée de mission (Burkina Faso, Mali, Togo, Côte d'Ivoire)

Courriel : c.koukoui@cites-unies-france.org

Sarah de Rekeneire, chargée de mission (Niger, Sénégal, programmes concertés)

Courriel : s.derekeneire@cites-unies-france.org

Amérique latine & Caraïbes

BRÉSIL

Présidente du groupe-pays : Madjouline Sbaï, vice-présidente du conseil régional Nord-Pas de Calais, en charge de la citoyenneté, des relations internationales et de la coopération décentralisée

IV^e Rencontres de la coopération décentralisée franco-brésilienne, du 6 au 8 novembre 2013

Accueillies du 6 au 8 novembre 2013 par la ville de São Paulo, au Brésil, les IV^e Rencontres franco-brésilienne de la coopération décentralisée ont réuni environ 150 participants, dont une délégation d'une quarantaine de Français, conduite par Madjouline Sbaï, présidente du groupe-pays Brésil de CUF. Ces Rencontres ont permis de relancer la dynamique de la coopération décentralisée entre la France et le Brésil, de valoriser des exemples de réussite et de définir les thématiques communes qui vont orienter les actions futures de coopération décentralisée autour des trois thématiques : la gouvernance publique et métropolitaine ; le développement économique ; l'innovation et la protection de l'environnement et le développement territorial.

Pour télécharger la déclaration finale en français et en portugais rendez-vous sur le site : <http://www.cites-unies-france.org>



Signature de la déclaration finale de ces IV Rencontres par Madjouline Sbaï, présidente du groupe-pays Brésil de Cités Unies France, et Vicente Trevas, conseiller aux relations internationales de la ville de São Paulo

Les Rencontres de la coopération Nord Pas de Calais - Minas Gerais, à Bel Horizonte du 11 au 13 novembre 2013

Il s'agissait des 3^{èmes} rencontres depuis la signature de l'accord en 2009. Une vingtaine de structures et d'acteurs du conseil régional Nord-Pas de Calais ont rencontré leurs partenaires : universités, lycées agricoles, CHRU, CCI International, Etablissement Public Foncier, acteurs culturels dont la directeur du Louvre-Lens. Les échanges (bilans des actions, résultats, perspectives et programmes de travail à venir) ont porté sur :

- les dynamiques territoriales (en particulier sur les questions de reconversion des aires dégradées),
- l'enseignement supérieur et la recherche (programme Arcus), l'innovation et le développement économique,
- l'environnement, les énergies renouvelables, les plans climat,
- la culture et le patrimoine (dont le projet Mineurs du Monde).

Outre l'accord de coopération renouvelé pour trois ans, ces rencontres ont été un temps de lancement officiel et de communication autour de deux projets stratégiques pour les territoires : le Plan Climat Energie Territorial du Minas Gerais, dans le cadre d'une convention avec l'ADEME et l'AFD, et le Fonds Commun de Recherche Nord Pas de Calais/Minas Gerais, pour soutenir la recherche sur les thématiques Matériaux, Santé, Environnement/énergie. Dans le même temps, une convention a été signée entre Lille II, l'UFMG, le Centre Hospitalier Régional Universitaire de Lille et l'Hospital Las Clinicas de Belo Horizonte. L'ambassade de France, l'Agence Française de développement, et Cités Unies France ont suivi les échanges et travaux. Article rédigé par Martine Benoist, conseil régional Nord-Pas de Calais.

AMERIQUE CENTRALE ET CUBA

Présidente du groupe-pays : Chantal Bourvic, conseillère générale déléguée, conseil général du Val-de-Marne

NICARAGUA

Semaine de la solidarité internationale à Wattlelos - témoignage sur les problèmes d'accès à l'eau à Potosi, Nicaragua

Dans le cadre de la Semaine de la solidarité internationale, du 16 au 24 novembre 2013, la ville de Wattlelos, l'association TousCAN, et l'ambassade de France au Nicaragua, ont organisé la venue, à Wattlelos, de Maritza Martinez, maire de Potosi. Lors de la cérémonie officielle d'accueil du 16 novembre, l'élue a délivré un témoignage sur les difficultés que rencontre la population de sa ville dans l'accès à l'eau et sur sa volonté de voir se développer un partenariat à ce sujet avec la ville de Wattlelos.



Maritza Martinez, maire de Potosi et Dominique Baert, maire de Wattlelos

Pour accueillir la délégation, un village solidaire rassemblant des associations de solidarité internationale, a mis à l'honneur la problématique de l'eau en Amérique latine, à travers des expositions, des concerts, des projections, des danses et la réalisation d'une solisphère par des élèves de l'école primaire Voltaire et Jean Mace de Wattlelos.



Amérique latine & Caraïbes

ACTUALITÉ AMÉRIQUE LATINE

Cités Unies France invitée au 18^e Sommet du réseau Mercociudades

Gérard Perreau-Bezouille, adjoint au maire de Nanterre et membre du bureau exécutif, a représenté CUF à ce Sommet.

Le 18^e Sommet du réseau Mercociudades, sur le thème « rôle de la citoyenneté et identité régionale », a eu lieu du 27 au 29 novembre 2013, à Porto Alegre. Cet événement marque le début du mandat de Porto Alegre comme Secrétaire exécutif du réseau, pour la période 2013-2014.

Fort de 272 villes membres d'Argentine, de Bolivie, du Brésil, de Chili, de Colombie, du Paraguay, du Pérou, d'Uruguay et du Venezuela, le réseau Mercociudades veut s'instituer comme un espace de réflexion collective pour l'amélioration de la qualité de vie dans les villes d'Amérique du Sud. Le 18^e Sommet a mis l'accent sur les transformations des territoires urbains latino-américains en vertu des nouvelles formes de participation et de gouvernance, des enjeux concernant la protection de l'environnement, l'intégration économique, commerciale et technologique.

Dans le cadre du Sommet se sont tenues les réunions officielles des unités thématiques, la réunion annuelle du conseil directeur du réseau Mercociudades et la plénière des membres du réseau. Parallèlement, se tiendront des réunions extraordinaires convoquées par le Secrétariat aux relations institutionnelles de la présidence la République du Brésil et par l'Association nationale des maires brésiliens (FNP).

Chorales de collèves de Suresnes



MEXIQUE

Président du groupe-pays : Michel Sainte-Marie, vice-président de la communauté urbaine de Bordeaux, maire de Mérignac

Réunion de lancement du groupe-pays Mexique, le 15 janvier 2014

Faisant suite à diverses tentatives d'organiser une rencontre associant l'ensemble des parties prenantes dans la coopération franco-mexicaine, le groupe-pays Mexique se réunira le 15 janvier 2014, de 10h00 à 12h00, sous la présidence de Michel Sainte-Marie.

Ce rendez-vous important déterminera le rôle de ce groupe-pays et essaiera de trouver comment servir au mieux les intérêts d'une coopération efficace. Ce sera un lieu d'échanges, mais aussi d'actions concrètes. Sous l'égide de la communauté urbaine de Bordeaux, cette première rencontre permettra de choisir une position, d'identifier les besoins des acteurs présents ainsi que les futures missions.

HAÏTI

Président du groupe-pays : Christian Dupuy, maire de Suresnes et vice-président du conseil général des Hauts-de-Seine

Mission du conseil général des Hauts-de-Seine en Haïti

Du 25 au 29 novembre à Haïti, Christian Dupuy, vice-président du conseil général en charge de la culture et des animations culturelles, maire de Suresnes et président du groupe-pays Haïti de Cités-Unies France, a conduit la délégation du département accompagné de Georges Siffredi, vice-président du conseil général en charge de la politique de la ville, de Jean André Lasserre, conseiller général et de Jean-Louis Testud, adjoint au maire de Suresnes.

A cette occasion, la convention de réalisation de la quatrième phase du programme de soutien aux petits producteurs de cacao du nord d'Haïti a été signée avec l'opérateur du département, « Agronomes et vétérinaires sans frontières ». Des visites étaient programmées pour suivre l'évolution des programmes financés par le département.

Le 26 novembre, à Port-au-Prince, la délégation départementale a rencontré S.E.M. Patrick Nicoloso, Ambassadeur de France. En présence de Jean-Claude Valdemar, président de l'Association des Franco-Haïtiens et amis d'Haïti, la délégation a visité le centre de santé de Gressier financé à hauteur de 120 000 euros par le conseil général.

Le 27 novembre, à Grande-Rivière-du-Nord, la délégation des Hauts-de-Seine a visité les jardins de producteurs et les coopératives cacaoyères autour du Cap-Haïtien. 316 927 euros seront engagés par le conseil général pour cette quatrième phase prévue en 2014.

Le 28 novembre, la délégation départementale a visité le port du Cap-Haïtien et a rencontré les acteurs politiques du département du Nord.

Ti cou d'œil sou Haïti, du 19 au 24 novembre 2013

A l'occasion de la semaine de la solidarité internationale, et dans le cadre de la neuvième édition de « Ti cou d'œil sou Haïti », la ville de Suresnes a célébré les 15 ans de sa coopération avec la ville du Cap Haïtien. Lors de la cérémonie d'ouverture deux expositions ont été présentées : l'exposition photographique « Cap haïtien, ma ville, mon patrimoine » réalisé par des jeunes capois de 12 à 14 ans, et une exposition sur les différents modes d'habitats de cette ville « ma maison, ma kay » réalisée grâce aux travaux de Léa Génis, étudiante, en partenariat avec CRAterre.

Deux chorales des collèves Jean Mace et Emile Zola de Suresnes, ont ouvert cette soirée par des chants haïtiens en créole.

Amérique latine & Caraïbes

ACTUALITÉ AMÉRIQUE LATINE

Troisième atelier AL-LAs : « Action internationale pour le développement durable » du 10 au 13 décembre 2013, Belo Horizonte (Brésil)



Le troisième atelier d'apprentissage du projet « Alliance euro-latino-américaine de coopération entre les villes » - AL-LAs a été accueilli par la ville de Belo Horizonte (Brésil), dans le cadre du 116e anniversaire de cette ville et de l'assemblée générale du Forum national des secrétaires et gestionnaires municipaux des relations internationales (FONARI).

Lors de la séance plénière, ont été abordés les principaux thèmes de l'agenda de la coopération internationale pour le développement, tels que l'efficacité de l'aide, les partenariats public-privé et le développement durable, ou encore l'évaluation de l'action des collectivités sur ces thèmes.

A partir de ces analyses, les participants ont discuté de l'importance de considérer le thème « villes/territoires durables » comme une priorité de l'action internationale des collectivités territoriales, en prenant en compte la diversité des pratiques en Europe et en Amérique latine.

Collectivement, une cartographie des acteurs les plus importants au niveau mondial, national et régional, en appui à la promotion pour l'action internationale des villes et territoires durables a été élaborée.

Cet événement a rassemblé l'ensemble des partenaires du projet, les villes de Belo Horizonte, Medellin, Montevideo, Moron, Quito et Lima, Cités Unies France et le Fond Andalou de Municipalités pour la Solidarité Internationale (FAMSI), ainsi que les collaborateurs (l'Institut français d'Amérique Latine, l'Ambassade de France au Mexique, l'Association des professionnels de l'action européenne et internationale des collectivités territoriales - ARRICOD, l'Association mexicaine des services de relations internationales des Etats - AMAIE et l'Université de Rosario en Colombie).



Plus d'informations :
<https://www.proyectoallas.net/>



NOUVEAU ! « Répertoire des partenariats franco-haïtiens », première édition - octobre 2013

Ce répertoire, édité en octobre 2013, offre une vision globale de la trentaine de partenariats de coopération décentralisée existant entre la France et Haïti. Il recense leurs actions dans les domaines de développement les plus divers : la formation de cadres territoriaux, la gestion des déchets locaux, le développement rural, l'environnement et la prévention contre les catastrophes naturelles. Ce répertoire s'adresse aux collectivités territoriales, ainsi qu'à l'ensemble des acteurs intéressés, en France et en Haïti.

Cette publication complète le « Dossier-pays Haïti », édité par Cités Unies France en septembre 2013.

Pour commander ces ouvrages :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article59>



Pour plus d'informations :

Felicia Medina, chargée de mission (Argentine, Brésil, Haïti, Amérique centrale et Cuba)
Courriel : f.medina@cites-unies-france.org

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission (Chili, Mexique)
Courriel : ac.gaudru@cites-unies-france.org

CHINE

Président du groupe-pays : Bernard Soulage, vice-président du conseil régional Rhône Alpes, délégué aux relations internationales et européennes

Réunion du groupe-pays Chine, le 14 janvier 2014, à l'Association des Régions de France (ARF), à 15h00

La prochaine réunion du groupe-pays Chine portera sur le 50ème anniversaire des relations diplomatiques franco-chinoises et la préparation des 4ème Assises, qui se tiendront en Alsace, les 6 et 7 novembre 2014.

INDE

Président du groupe-pays Inde: Claudy Lebreton, président du conseil général des Côtes d'Armor, président de l'Assemblée des Départements de France

Réunion du groupe-pays Inde, le 22 janvier 2014, à l'Assemblée des Départements de France (ADF), à 14h30

La prochaine réunion du groupe-pays Inde portera sur le report des assises initialement prévues en novembre 2013, sur la 4ème biennale de l'IHCN (Indian Heritage Cities Network), le deuxième appel à projets conjoint franco-indien de soutien à la coopération décentralisée franco-indienne, le premier comité de pilotage de mise en œuvre de l'accord intergouvernemental franco-indien relatif au développement urbain durable.

Nous consacrerons également un large temps pour évoquer la situation des collectivités françaises qui portent des projets avec leurs partenaires indiens.

Pour plus d'informations :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1615>

ACTUALITÉ JAPON

S.E.M. Yoichi Suzuki - nouvel ambassadeur japonais en France

Ichiro Komatsu, ambassadeur du Japon en France depuis le 11 novembre 2011, a été succédé, en novembre dernier, par Yoichi Suzuki.

JAPON

Président du groupe-pays : Jean-Michel Berlemont, adjoint au maire de Nancy délégué aux relations européennes, internationales et transfrontalières

La deuxième réunion du comité de pilotage français des 4^e Rencontres franco-japonaises de la coopération décentralisée, le 10 décembre 2013, à Cités Unies France

Les prochaines Rencontres franco-japonaises de la coopération décentralisée se tiendront du 28 au 30 octobre 2014 à Takamatsu, au Japon.



La deuxième réunion du comité de pilotage français a eu lieu le 10 décembre dernier, dans les locaux de Cités Unies France. Cette réunion a fait point sur le pré-programme des Rencontres ainsi que sur les conclusions de la réunion du Comité de pilotage mixte français et japonais qui a eu lieu le 28 octobre 2014, à Takamatsu.

Pour plus d'informations :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1727>

« Répertoire des partenariats de coopération décentralisée franco-japonais » : Actualisation 2013-2014

En prévision des 4^e Rencontres franco-japonaises de la coopération décentralisée, qui auront lieu du 28 au 30 octobre 2014 à Takamatsu, Cités Unies France met à jour le « Dossier pays Japon » et souhaite actualiser son « Répertoire des partenariats de coopération décentralisée franco-japonais », à destination des collectivités territoriales, visant à recenser l'ensemble des partenariats entre les autorités locales françaises et leurs homologues japonais.

Par conséquent, nous serions intéressés par les actions et partenariats que votre collectivité entretient ou a entretenu avec le Japon.

Merci de bien vouloir nous retourner la fiche de capitalisation par fax (01 53 41 81 41) ou par mail (pole-asie@cites-unies-france.org). La fiche est téléchargeable sur le site internet de Cités Unies France à l'adresse suivante :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1905>



Pour plus d'informations :

Camille Borella, chargée de mission (Vietnam)
Courriel : c.borella@cites-unies-france.org

Katarina Fotic, chargée de mission (Japon)
Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

Sarah Schönfeld, chargée de mission (Chine, Inde)
Courriel : s.schonfeld@cites-unies-france.org

ACTUALITÉS JAPON

Exposition : « KAIKO - La Sériciculture Impériale du Japon » : Les échanges franco-japonais sous le signe de la soie



Cette exposition sera organisée du 19 février au 5 avril 2014, à la Maison de la culture du Japon à Paris (MCJP).

Les bâtiments des Filatures de soie de Tomioka - les premières filatures mécanisées du Japon - dont la mise en activité remontait à 1872 - furent construits sous la direction d'un ingénieur français (Paul Brunat). Les techniques de la filature industrielle ainsi que les métiers à tisser mécaniques furent également importés de

France. Les ouvrières fileuses qui, venues de tout le pays, étudièrent les techniques de la filature mécanique sous la direction de cet ingénieur français devinrent à leur tour les instructrices des filatures dans chaque région et furent les piliers du développement de l'industrie textile japonaise. De surcroît, des étudiants japonais vinrent en séjour d'apprentissage en France et en ramenèrent les techniques les plus avancées en matière de teinture, apportant ainsi une contribution importante au développement de cette industrie à l'époque Meiji.

En prenant pour point de départ ces échanges franco-japonais tissés autour de la soie, l'exposition « KAIKO - La Sériciculture Impériale du Japon » est organisée à la Maison de la culture du Japon à Paris, pour montrer au public la sériciculture de la Magnanerie Impériale, présenter des reproductions à l'identique d'étoffes anciennes conservées au Shôsô-in dont la restauration fut rendue possible par la variété Koishimaru et y adjoindre des pièces qui reflètent les échanges franco-japonais en ce domaine. Le souhait des organisateurs est que cette initiative augmente la compréhension des formes culturelles traditionnelles de la Maison Impériale et contribue aux relations entre le Japon et la France.

Pour plus d'informations :

<http://www.mcjp.fr/francais/expositions/kaiko-la-sericiculture-imperiale-887/kaiko-la-sericiculture-imperiale>

Du 11 au 22 février 2014, à la MCJP, **CLAIR Paris** organisera une petite exposition intitulée : « Tradition et technique de pointe : le potentiel des provinces japonaises ». Cette exposition présentera des objets artisanaux, en les mettant en contraste avec des produits adaptés au mode de vie moderne, fabriqués avec ces techniques artisanales.

Pour plus d'informations :



<http://www.mcjp.fr/francais/expositions/tradition-et-techniques-de-pointe-896/tradition-et-techniques-de-pointe>

ACTUALITÉS JAPON

La loi sur les secrets d'Etat a été adoptée par la Chambre haute du gouvernement japonais

Le texte amendé par la coalition gouvernementale japonaise pour mieux protéger les Etats et punir les auteurs de fuite, a été adopté par le Sénat dans la nuit du 6 au 7 décembre dernier.

Il autorise les différents ministères à classer comme un « secret d'Etat » toute information jugée sensible et relative à la défense, la diplomatie, le contre-espionnage et la lutte antiterroriste. Ce droit n'était jusqu'alors accordé qu'au ministère de la Défense. Le projet prévoit en outre des sanctions pouvant aller jusqu'à 10 ans de prison pour toute personne à l'origine de fuites sur les informations classées « secrètes ». Le premier ministre Shinzo Abe a indiqué qu'il s'agit d'une nécessité visant à protéger la sécurité nationale et de s'assurer que les États se sentent suffisamment confiants pour partager des informations sensibles avec le gouvernement japonais.

(Sources : AFP ; <http://www.nipponconnection.fr/author/admin>)

Un nombre record d'étrangers visitant le Japon en 2013

Plus de 8,6 millions de personnes ont voyagé au Japon entre janvier et octobre 2013, contre 8,61 millions sur l'ensemble de l'année 2010. Ce record de fréquentation peut trouver son explication dans diverses facteurs : le repli de la devise japonaise de plus de 25% vis-à-vis du dollar et de l'euro, ce qui a considérablement augmenté le pouvoir d'achat des étrangers ; la facilitation de l'acquisition de visas pour les nationalisés d'Asie, ce qui a notamment incité au retour des visites des Chinois qui s'étaient raréfiées depuis 2011 pour cause de querelles territoriales.

En provenance d'Occident, le nombre de visiteurs français a augmenté de 21,6% et celui des Américains de 11%. Le Japon se donne pour cible d'atteindre 20 millions de visiteurs à l'horizon 2020, objectif qui pourrait être grandement aidé par la tenue à Tokyo des Jeux Olympique d'été la même année.

(Sources : AFP ; <http://www.nipponconnection.fr>)

ACTUALITÉS RUSSIE

Le dialogue entre l'OTAN et la Russie se consolide

Lors du Conseil Russie-OTAN, qui s'est tenu le 4 décembre 2013 à Bruxelles, le ministre des Affaires étrangères russe Sergueï Lavrov a exprimé sa satisfaction générale concernant les accords conclus entre les deux partis sur plusieurs thématiques. L'OTAN et la Russie veulent créer un système permettant d'identifier les avions qui ne répondent pas aux commandes terrestres (suspecté d'être détournés) et d'assurer leur accompagnement. Ils collaborent également sur le projet de détection d'explosifs à distance (STANDEX) permettant de lutter contre le terrorisme. Les nouveaux vecteurs de collaboration entre la Russie et l'OTAN concernent également la création d'un projet pilote qui sera lancé à Kaliningrad sur la destruction de munitions obsolètes. Enfin, la Russie et l'OTAN ont adopté une résolution commune de soutien aux efforts de l'ONU et de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques dans la destruction de l'arsenal chimique syrien.

L'implication croissante de la Russie dans les opérations de l'ONU

Le 14 novembre, l'Assemblée générale de l'ONU avait voté pour la participation de la Russie au Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies entre 2014 et 2017. Il a été attribué du rôle de la Russie de s'occuper prioritairement du combat contre le racisme, la xénophobie et d'autres formes d'intolérance ainsi que de la défense de valeurs traditionnelles. Gérard Araud, représentant de la France à l'ONU, a souligné que la France ne reçoit 2,5% des contrats de l'ONU dans les actions de maintien de la paix, répartis par le biais d'appels d'offres, alors que la Russie a reçu cette année 14% des contrats. Aujourd'hui, les compagnies russes sont les seules à fournir des avions et des hélicoptères de charge utile élevée pour les missions de maintien de la paix.

(Source : Larussiedaujourd'hui.fr)

ARMENIE

Président : Patrick Devedjian, président du conseil général des Hauts-de-Seine, député

Actes des 2^{èmes} Assises franco-arménienne de la coopération décentralisée

Les Actes des assises seront mises en ligne prochainement sur le site Internet de CUF : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1819>

RUSSIE

Président du groupe-pays : Christian Estrosi, député des Alpes-Maritimes, maire de Nice et président de Métropole Nice Côte d'Azur

Réunion de lancement du groupe-pays Russie, le 12 février 2014

La réunion de lancement du groupe-pays Russie aura lieu le mercredi 12 février 2014, de 11h30 à 13h30, dans les locaux de Cités Unies France.

La création d'un groupe-pays Russie à Cités Unies France a été décidée à l'occasion de la 4^{ème} Rencontre franco-russe de la coopération décentralisée, tenue du 13 au 15 décembre 2012, à Nice. Ce groupe-pays a pour l'objectif de coordonner les coopérations engagées et de favoriser le développement d'initiatives en direction d'un pays qui offre un champ considérable de relations partenariales.

La réunion de lancement du groupe-pays se tiendra sous la présidence de Christian Estrosi, député des Alpes-Maritimes et président de Nice Côte d'Azur qui sera représenté par Rudy Salles, député des Alpes-Maritimes, adjoint au maire de Nice délégué aux Relations Internationales et au Tourisme ; elle sera l'occasion de faire le point sur l'évolution de la coopération décentralisée franco-russe, de faire un point sur les conclusions de la 4^{ème} Rencontre franco-russe de Nice, et de réfléchir ensemble aux thèmes de travail possibles du groupe-pays pour les mois à venir.

Pour télécharger l'ordre du jour et d'autres documents relatifs à cette réunion, merci de consulter notre site Internet :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1956>

Le Kremlin-Bicêtre : Festival RussenKo - 5^{ème} édition - du 24 au 26 janvier 2014



RussenKo est un festival créé en 2010 à l'occasion de l'année croisée France-Russie 2010. Il a pour objectif de faire découvrir les cultures russes et russophones dans toute leur modernité et toute leur complexité, en développant des passerelles avec la France, ses habitants, ses artistes, ses professionnels, ses acteurs économiques. 17 500 visiteurs sont venus sur le festival RussenKo au cours de ses quatre premières éditions.

Rendez-vous incontournable pour les habitants de la région parisienne, il ouvre chaque nouvelle année, le dernier week-end du mois de janvier, en faisant le pari de la pluridisciplinarité : théâtre, littérature, photographie, cinéma, danse, musiques actuelles, street art, marionnettes, mais aussi géopolitique, nouvelles technologies et économie.

Pour plus d'informations :

<http://www.russenko.fr/fr/portfolio/decouvrez-russenko-2014/>

Pour plus d'informations :

Katarina Fotic, chargée de mission (Russie)
Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

Simoné Giovetti, chargé de mission (Arménie, Croatie, Serbie, Europe du Sud-Est)
Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Méditerranée

ALGÉRIE

Président du groupe-pays : Georges Morin, délégué du maire de Gières aux coopérations méditerranéennes

Table-ronde : « France-Algérie : Regards croisés sur l'insertion socio-professionnelle des jeunes »

L'une des premières initiatives, portées par le programme concerté pluri-acteurs Algérie (PCPA) Algérie, s'est tenue le 3 décembre dernier à Bobigny autour d'une table-ronde sur l'insertion professionnelle des jeunes. Co-organisée par le Conseil général de la Seine-Saint-Denis, Cités Unies France et la Fondation de France, cette rencontre s'est voulue un temps de partage d'expériences et d'échanges autour d'une problématique commune entre l'Algérie et la France, et qui paradoxalement est abordée marginalement dans les projets portés par les organisations algériennes et françaises du PCPA.

Cependant, des initiatives innovantes ont été présentées. Le Conseil général de la Seine-Saint-Denis a engagé une action avec les missions locales de Sevrans et Tremblay et en partenariat avec l'association algérienne Santé Sidi El Houari, qui a permis à des jeunes sevransais, demandeurs d'emploi et en formation dans les métiers du bâtiment, de participer à des stages pratiques de trois semaines à Oran, en binôme avec de jeunes algériens. Les jeunes sevransais ont ainsi pu mobiliser leurs compétences sur un site, tout en étant en position d'observation et d'apprentissage vu le savoir-faire algérien. L'idée du projet étant de travailler sur le savoir-être, les compétences techniques des jeunes et surtout sur l'ouverture et les échanges culturels car se déplacer hors du département a été un levier de mobilisation.

Quant aux témoignages d'Amir Bensaïfi et de Sandra Del Rey, ils ont mis l'accent sur la manière dont leur engagement associatif a impacté sur leur orientation professionnelle. Amir, à travers l'association algérienne Cinéma et Mémoire, s'est formé aux métiers de l'audiovisuel. Grâce au projet « Ciné Job » porté par l'association française Kaïna Cinéma et l'association algérienne Cinéma et Mémoire, il est aujourd'hui chef de projet en charge notamment de la coordination d'un réseau de jeunes professionnels de l'audiovisuel, de la réalisation de support audiovisuel pour des associations. Quant à Sandra, suite à sa participation au projet « Caravane de proximité » porté par l'Office Municipal de la Jeunesse d'Aubervilliers (OMJA) et SOS Culture Bab El Oued, elle s'est intéressée à la solidarité internationale et a donc monté une association et un projet « action papillon ».

La rencontre s'est terminée par les interventions en binôme de Martin Spitz, de la Fondation de France et d'Ali Sahel de l'association nationale d'échanges de jeunes (ANEJ) qui ont présenté le programme **Babel Amel**, mis en place en juin 2012 et qui concerne 4 wilayas : Adrar, Annaba, Béjaïa et Boumerdès. Ce programme de 3 ans, pertinent et ambitieux, vise à répondre aux attentes de jeunes algériens porteurs de projets à travers la mise en place sur les différents territoires des coordinateurs de projets chargés de leur apporter un appui technique et d'assurer l'interface entre les jeunes et les différents organismes et bailleurs (tel l'ANSEJ, l'ANGEM, CNAD, ...).

Plus d'information sur le PCPA Algérie (Joussour) :

<http://www.pcpalgerie.org/>



ACTUALITÉ ALGÉRIE

Comité d'attribution du Fond d'Appui aux Initiatives Locales (FAIL) à Béjaïa, les 22 et 23 janvier 2014 - PCPA Algérie

Suite à l'appel à projets lancé en octobre dernier au niveau de la wilaya de Béjaïa en direction des associations et des groupes de jeunes du territoire, un Comité d'attribution, composé de membres algériens et français du comité de pilotage du PCPA ainsi que des membres algériens et français de l'Assemblée plénière (dont Cités Unies France), se réunira les 22 et 23 janvier, à Béjaïa pour instruire et sélectionner les projets à financer. Une vingtaine de projets sont à instruire. Pour rappel, le FAIL doit encourager les initiatives locales en direction de la jeunesse et de l'enfance et favoriser la mise en réseau, notamment entre associations et autorités locales.

LIBAN

Président du groupe-pays : Jean-Michel Daclin, adjoint au maire de Lyon

Réunion du programme concerté Liban, le 9 janvier 2014, à Lyon

Dans le cadre du « programme concerté Liban », porté par les collectivités françaises du groupe-pays Liban de CUF, une visite d'étude est proposée aux élus et cadres dirigeants des collectivités du programme concerté franco-libanais. Cette action s'inscrit dans le cadre du Programme national d'Appui aux municipalités libanaises coordonné par le Bureau Technique des Villes Libanaises (BTVL).

La visite d'étude, organisée en collaboration avec le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT), aura pour objectifs de permettre aux participants libanais de mieux connaître la réalité de la décentralisation en France grâce aux échanges avec des interlocuteurs français, élus et professionnels, et des visites sur le terrain. Il s'agira plus particulièrement d'aborder cette réalité sous l'angle des politiques publiques en matière de développement local, du développement des compétences des ressources humaines et des dispositifs de formation continue des agents territoriaux.

Afin de préparer cette visite d'étude qui devrait se tenir début février 2014, le comité de pilotage du programme concerté Liban organise une réunion qui se tiendra le 9 janvier prochain, à Lyon. Les membres du groupe-pays Liban de Cités Unies France sont invités à participer à cette rencontre. L'ordre du jour sera prochainement téléchargeable sur le site internet de Cités Unies France.



Méditerranée



PALESTINE

Président du groupe-pays : Claude Nicolet, président du Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine, conseiller communautaire, communauté urbaine de Dunkerque

Le Forum des collectivités européennes pour la Palestine, Dunkerque +10

« Les collectivités peuvent entraîner les gouvernements dans un processus de paix durable », Michel Delebarre



Le forum Dunkerque+10 avait pour objectif de faire le bilan des dix dernières années de coopération décentralisée européenne avec la Palestine. Il s'agissait aussi d'imaginer collectivement les perspectives à moyen et long termes pour contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations locales et à la construction d'un Etat palestinien.

Plus de 400 participants issus de 15 pays différents se sont rencontrés dans une ambiance très positive. Tous ont signifié leur volonté de poursuivre la démarche au travers une déclaration commune, téléchargeable ci-dessous. Quatre ministres palestiniens et Marilyse Lebranchu, ministre de la Réforme de l'Etat, de la Décentralisation et de la Fonction publique, sont venus assister aux échanges.

En dix ans, le nombre de villes participantes a significativement augmenté. Plus de 500 collectivités européennes, dont 40% de villes françaises, sont aujourd'hui engagées dans la coopération avec des villes palestiniennes.

Auparavant, la coopération décentralisée européenne était surtout le fait de villes françaises, italiennes et espagnoles. La démarche est devenue vraiment européenne avec l'arrivée des villes allemandes plus traditionnellement jumelées avec des villes israéliennes ou de villes des Pays-Bas et de la Norvège.

« La résolution du problème palestinien passe par la coopération décentralisée », a affirmé Michel Delebarre, ancien ministre d'État, sénateur-maire de Dunkerque et président de Cités Unies France. Quand les collectivités s'impliquent cela interpelle les gouvernements. En construisant des échanges à partir des problèmes concrets sur lesquels elles travaillent, en favorisant le dialogue entre les peuples, les collectivités peuvent entraîner les gouvernements dans un processus de paix durable. Après la Seconde guerre mondiale, pour pouvoir aller vers une réconciliation des peuples, c'étaient les collectivités qui avaient initié les jumelages avec l'Allemagne.

Dans un contexte qui ne cesse de se dégrader pour les populations locales il apparaît aujourd'hui indispensable de repenser, de renforcer, d'élargir et de mieux partager l'action des autorités locales en Palestine.

**FORUM DES
COLLECTIVITÉS LOCALES
EUROPÉENNES
POUR LA PALESTINE
28-29 NOVEMBRE 2013
DUNKERQUE
+10**

Pour imaginer collectivement des solutions, les prochains rendez-vous sont prévus : en 2014 - à Jena (Allemagne) et en 2015 - à Palerme (Italie).

Pour plus d'informations : www.dunkerqueplus10.org
<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1736>

Président du groupe-pays : Jacques Rocca Serra, adjoint au maire de Marseille

Retour sur la réunion de la Commission « Coopération internationale » du 19 décembre 2013

Une réunion de la Commission « Coopération internationale », créée dans le cadre du partenariat entre le GART (Groupement des autorités responsables de transport) et CODATU (Coopération pour le développement et l'Amélioration des Transports Urbains et Périurbains), s'est tenue le 19 décembre dernier, dans les locaux du GART.

Cette rencontre qui avait pour thème « l'action internationale du GART sur les coopérations mobilité et transport avec les collectivités locales marocaines » a permis de faire un point sur les enjeux de la mobilité urbaine dans le contexte institutionnel marocain et d'avoir un regard sur les coopérations de la communauté urbaine d'Agadir avec Nantes Métropole et le Grand Lyon dans ce domaine.

Des échanges entre participants ont ensuite permis d'aborder les perspectives de coordination des actions internationales des collectivités locales françaises au Maroc.

Méditerranée

TUNISIE

Président du groupe-pays Tunisie : Henri Bertholet, adjoint au maire de Romans sur Isère

Tunisie : la décentralisation comme mode de gouvernance

Le nouveau projet de Constitution tunisienne consacre le principe de décentralisation comme mode de gouvernance privilégié. La Fédération nationale des villes tunisiennes a bien voulu transmettre à Cités Unies France le chapitre de la Constitution consacré au pouvoir local dans lequel figurent 12 articles précurseurs d'un large chantier de décentralisation économique, politique et institutionnelle.

Selon l'article 128 de cette nouvelle Constitution, le pouvoir local sera désormais fondé sur une décentralisation « concrétisée par des collectivités locales comprenant des municipalités, des régions et des départements dont chaque catégorie couvre l'ensemble du territoire de la République conformément à une division fixée par la loi ».

Aussi, l'article 129 dispose que « les collectivités locales jouissent de la personnalité juridique et de l'autonomie financière et administrative » et « gèrent les affaires locales conformément au principe de la libre administration. »

Enfin, la compétence en matière de coopération internationale des collectivités tunisiennes est explicitement énoncée par l'article 137 qui dispose que « les collectivités locales peuvent coopérer et créer des partenariats entre elles, en vue de réaliser des programmes ou accomplir des actions d'intérêt commun, et « peuvent aussi établir des relations extérieures de partenariat et de coopération décentralisée » selon les règles de coopération et de partenariat définies par la loi.

Cet extrait du projet de Constitution tunisienne est disponible en téléchargement sur le site internet de Cités Unies France à l'adresse suivante : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1951>

Actualisation du répertoire des partenariats franco-tunisiens de coopération décentralisée

Le dernier recensement de la coopération décentralisée franco-tunisienne date de 2010. Depuis, la révolution de 2011, puis les rencontres de Monastir en novembre 2012, ont donné un souffle nouveau à cette coopération décentralisée. Afin d'avoir une vision aussi précise que possible de l'évolution du partenariat, Cités Unies France réactualise son répertoire. Ce document permettra aux différents acteurs impliqués en Tunisie de disposer d'une source d'information complète, adaptée aux besoins partagés de visibilité et de connaissance mutuelle.

Les fiches sont à retourner jusqu'au 10 janvier 2014 à Dacile Lakehal : pole-mediterranee@cites-unies-france.org. Vous pouvez télécharger la fiche à compléter sur le site internet de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1900>

Réunion du groupe-pays Tunisie, le 21 novembre 2013 : « Quel partenariat avec les organisations de la société civile française et tunisienne dans le cadre de nos coopérations décentralisées ? »

La réunion du groupe-pays Tunisie, qui s'est tenue le 21 novembre dernier, a réuni une trentaine de personnes et a permis, en présence de Patrick Flot, conseiller de coopération et d'action culturelle à l'Institut Français de Tunis et Kamel Jendoubi, président d'honneur du Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme, de faire un point sur la situation politique de la Tunisie et le travail des collectivités territoriales en collaboration avec la société civile tunisienne.

Les échanges ont témoigné de la forte mobilisation des collectivités territoriales françaises qui, dans un contexte tunisien de transition démocratique, souhaitent travailler au plus près de la société civile tunisienne. Des échanges sur les pratiques ont permis de décliner de manière concrète les différentes modalités de mise en œuvre de leurs projets.

Le ministère des Affaires étrangères et divers acteurs du milieu associatif engagés en Tunisie ont pu également exprimer à cette occasion, leur volonté de soutenir et d'accompagner les collectivités territoriales dans leur démarche.

Le compte rendu de cette réunion est disponible en téléchargement sur le site internet de Cités Unies France à l'adresse suivante :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique78>



Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission (Palestine, Israël, Réseau européen COEPPPO)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Linda Naïli, chargée de mission (Algérie)

Courriel : l.naïli@cites-unies-france.org

Virginie Rouquette, chargée de mission (Liban, Tunisie, Maroc)

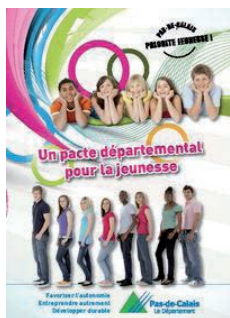
Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

Astrid Frey, chargée de mission (Turquie)

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

ACTUALITÉS JEUNESSE

Le Conseil général du Pas-de-Calais et son Pacte départemental pour la jeunesse



Le Conseil général du Pas-de-Calais s'est engagé ces dernières années à renforcer sa politique jeunesse à travers la mise en place d'un Pacte départemental pour la jeunesse. L'objectif étant de

fédérer l'ensemble des initiatives jeunesse du territoire pour couvrir cinq principales préoccupations identifiées que sont : la mobilité, l'emploi, la santé, le logement et la citoyenneté.

Toutes les informations sur cette action sont disponibles sur le lien suivant :

<http://www.pasdecalais.fr/Vous-etes/Priorite-jeunesse/Le-Pacte-Departemental-Jeunesse>

Visa pour le Voyage, CCFD-Terre Solidaire

VISA POUR LE VOYAGE

Le CCFD-Terre Solidaire vient de publier une nouvelle version du guide pédagogique « Visa pour le Voyage » qui s'adresse à celles et ceux qui accompagnent des jeunes dans un projet de séjour à l'étranger et qui est un véritable outil d'accompagnement à la préparation de voyages solidaires.

Un site Internet est dédié à la démarche sur lequel vous pourrez trouver tous les contenus du guide, des fiches pédagogiques... : www.visapourlevoyage.org



Présidente du groupe-thématique : Hélène Vincent, adjointe au maire de Grenoble en charge de la jeunesse

Lancement de la sixième édition de l'appel à projets *Initiatives jeunes solidaires*

Le Conseil général des Hauts-de-Seine a mis en place le dispositif *Initiatives jeunes solidaires* en 2009, pour permettre à des jeunes alto-séquanais de 18 à 30 ans de s'engager dans un projet de solidarité internationale de 1 à 12 mois. Le Département apporte un accompagnement pour la mise en œuvre des projets ainsi que leur restitution et propose également une aide financière pouvant aller jusqu'à 6000 euros.

Toutes les informations sur l'appel à projets Initiatives jeunes solidaires sont disponibles sur le site Internet du Conseil général des Hauts-de-Seine : <http://www.hauts-de-seine.net/economie-emploi/cooperation-internationale/initiatives-jeunes-solidaires/>

Publication du guide Erasmus+, des crédits d'un montant de 1,8 milliard d'euros disponibles en 2014

Le guide du programme Erasmus+, le nouveau programme de l'Union européenne pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport, fournit des informations détaillées sur les objectifs, les priorités les possibilités de financement pour chaque action, y compris des informations techniques sur les demandes de subventions et la procédure de sélection, ainsi que sur les dispositions financières et administratives liées à l'octroi des subventions.

Vous trouverez le guide en version anglaise pour le moment sur le lien suivant : http://www.jeunesseenaction.fr/site/uploads/documents/erasmus-plus-programme-guide_en%282%29.pdf

Le groupe thématique Jeunesse de Cités Unies France fera un point spécifique sur ce programme lors de sa prochaine réunion. Vous trouverez toutes les informations sur le programme Erasmus + auprès de l'Agence Française du programme européen jeunesse en Actions (AF-PEJA) via le lien suivant : <http://www.jeunesseenaction.fr/site/>

Skolinks, un portail vers le monde

L'association française Skolidarité, située à Arques dans le Nord-Pas-de-Calais, a développé un site internet : www.skolinks.com qui facilite la mise en relation à travers le monde des enseignants souhaitant monter des projets pédagogiques mais aussi des jeunes de 8 à 21 ans, désirant correspondre, pratiquer une autre langue, s'ouvrir sur de nouveaux horizons...

Skolinks est un site 100% gratuit, sécurisé, facile d'utilisation, multilingue destiné aux jeunes de 8 à 21 ans et aux enseignants.

Après un peu plus de trois mois, environ 720 membres issus de 70 nationalités différentes sont inscrits.

Pour toute information complémentaire vous pouvez contacter le président de l'association, Nicolas Rochas : administration@skolinks.com

Pour plus d'informations :

Linda Naili, chargée de mission (Jeunesse)

Courriel : l.naili@cites-unies-france.org

Thématiques

CRISES ET REHABILITATION

SYRIE

« La reconstruction de la Syrie, la reconstruction de l'Etat syrien se fera à partir des collectivités territoriales syriennes, démocratiques »

Cités Unies France a été invitée à participer à un séminaire de travail avec le gouvernement provisoire de la Coalition nationale syrienne. D'autres collectivités territoriales, comme le conseil régional d'Ile-de-France étaient présentes à la réunion.

Depuis sa création en novembre 2012, à Doha, la Coalition nationale syrienne souhaite établir un gouvernement provisoire qui aurait pour tâche principale de fournir de l'aide aux populations, d'établir les bases d'une administration dans les territoires dit « libérés » (territoires du nord de la Syrie qui échappent au contrôle du régime) et de nouer des relations de coopération avec la communauté internationale.

Les premières élections pour la mise en place de ce gouvernement, en mars 2013, ont conduit à la désignation de Ghassan Hitto au poste de Premier ministre. De nouvelles élections en septembre dernier ont permis la désignation d'Ahmad Tomeh au poste de Premier Ministre.

Sans envisager à ce stade une reconnaissance internationale de ce gouvernement, les principaux soutiens internationaux de l'opposition syrienne ont marqué leur disposition à travailler avec ce gouvernement sur des projets d'aide d'urgence dans les territoires libérés. C'est notamment le cas de la France, des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de la Turquie qui s'apprête à mettre à disposition des locaux à Gaziantep, de l'Arabie Saoudite qui a annoncé un financement de 300 millions de dollars, ou encore l'Allemagne qui a indiqué que le fonds multi bailleurs pour la reconstruction de la Syrie, qui dispose de ressources d'environ 60 millions d'euros, pourrait être le bras financier du gouvernement provisoire. Alors que certains ministères restent à pourvoir (intérieur, santé et éducation) et que les administrations doivent être mises en place, le gouvernement se prépare afin d'être opérationnel. Il sollicite le soutien et l'expertise de la communauté internationale dans les domaines de la sécurité, du développement municipal des infrastructures, de l'éducation ainsi que de la démocratie participative.

Ce gouvernement provisoire ne porte pas atteinte au processus de Genève II qui devrait aboutir à un accord de sortie de crise avec l'instauration d'un gouvernement de transition négocié.

Un appel a été lancé aux collectivités territoriales françaises à soutenir ce processus, par le biais de programmes de formation des équipes municipales et des élus, par des jumelages d'amitiés, par le soutien des projets à réaliser dans les collectivités (conseils civiles), à l'intérieur de la Syrie. Afin de renforcer l'idée que la démocratie soit le seul choix possible et viable, des élections seront organisées au niveau local dans les

7 communes du nord du pays qui ont décidées, pour l'instant, de prendre part au processus (des commissions de préparation des élections sont mises en place). La communauté kurde du pays a décidé de reconnaître le gouvernement provisoire et d'y participer activement. L'objectif ultime est d'instaurer sur le terrain, comme dans les mentalités, un Etat de droit syrien.



Le fonds d'urgence de Cités Unies France pour les réfugiés syriens



La situation des réfugiés syriens au Liban ainsi que en Jordanie et dans les autres pays de la région est aujourd'hui toujours très critique. Particulièrement maintenant que l'hiver arrive.

Depuis le début du conflit qui fait rage en Syrie, près de 800 000 réfugiés syriens se sont enregistrés auprès des Nations Unies, mais ce chiffre sous-estime le nombre total de Syriens maintenant installés dans le Liban voisin. Le ministère des Affaires sociales libanais croit qu'ils sont au nombre de 1 200 000 au bas mot. Une personne sur quatre au Liban serait un réfugié, une proportion qui défie l'imagination.

Selon un rapport publié récemment par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, les enfants réfugiés syriens au Liban et en Jordanie souffrent de traumatismes psychologiques généralisés, beaucoup vivent seuls ou séparés de leurs parents, la plupart sont privés d'éducation et travaillent illégalement. Le rapport est le résultat de la première étude approfondie réalisée par le HCR au sujet des enfants réfugiés syriens depuis le début du conflit en mars 2011. Plus de 70 000 familles réfugiées syriennes vivent sans père et plus de 3 700 enfants réfugiés sont non accompagnés ou séparés de leurs deux parents. Le conflit dure depuis 32 mois et laisse de profondes séquelles physiques et psychologiques.

Dans le cadre de l'initiative de Cités Unies France auprès de ses adhérents de créer le « fonds d'urgences pour les réfugiés syriens au Liban », 50 000 euros ont été collectés. Nous remercions les villes des Bordeaux, Nantes, Leers, Reims, Sézanne, Lannoy pour leurs contributions. Une réunion de travail sera organisée courant janvier 2014 pour décider de l'affectation de la somme collectée.

En parallèle au fonds d'urgence, Cités Unies France poursuit ses activités avec l'AFD et l'Union européenne afin de mobiliser d'autres ressources destinées à un aide directe des collectivités libanaises touchées par l'arrivée massive des réfugiés syriens.

Thématiques

RECHERCHE

Colloque scientifique « L'action internationale des collectivités territoriales, des politiques publiques en recherche(s) », du 4 au 6 décembre 2013, à Grenoble

Afin d'initier et accompagner les travaux scientifiques sur cette question, Cités Unies France, a organisé ce colloque les 4, 5 et 6 décembre derniers, en partenariat avec Science po Grenoble et l'Institut des hautes études de l'action internationale des villes et des gouvernements locaux (IDHIL), et avec le soutien de l'AFD et de la DAECT au ministère des Affaires étrangères, du conseil régional de Rhône Alpes, du conseil général de l'Isère, de la communauté d'agglomération de Grenoble et de la ville de Grenoble. Près de 40 élus, chercheurs et praticiens ont partagé leur regard sur cette pratique pendant trois jours et près de 200 personnes prirent part à cet événement qui s'est structuré autour de cinq tables rondes :

- L'action internationale des collectivités territoriales, un choix ou une nécessité ;
 - Genèse de l'action internationale des collectivités territoriales ;
 - Les collectivités territoriales dans la gouvernance internationales ;
 - Droit et institutions de l'action internationale des collectivités territoriales : éléments de comparatismes ;
 - Politiques publiques : des référentiels en reconstruction ;
 - L'impact et la question de l'évaluation.
- Ce colloque a permis d'amorcer des pistes de recherches nouvelles « dialoguées et partagées » entre tous les participants sur un sujet qui se révèle bien plus large que les seules relations internationales des collectivités territoriales, et se présente ainsi comme étant un « programme de réflexion » multidisciplinaire sur l'action internationale des collectivités territoriales.

Les actes du colloque seront prochainement publiés sur le site de CUF, à l'adresse suivante : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique1854>

CRISES ET REHABILITATION

PHILIPPINES

Le typhon Haiyan a frappé les Philippines laissant dans son sillage des milliers de victimes. Sans eau potable, nourriture, abris ou soins, les victimes de la catastrophe ont besoin d'une aide urgente. L'ampleur de la catastrophe est telle que Cités Unies France, à la demande de certains de ses adhérents, a décidé d'ouvrir un fonds d'urgence pour apporter un aide dans la phase de réhabilitation des villes et des services publics détruits. Cela en collaboration avec les collectivités concernées. Un compte pour le fonds « Solidarité avec les Philippines » a été créé et il pourra être abondé par toute collectivité locale désireuse de répondre à cet appel. Cela se fait en liaison avec le secrétariat mondial de l'organisation mondiale des collectivités (CGLU) ainsi que sa section régionale Asie-Pacifique ASPAC, qui se sont mobilisées et ont lancé un appel mondial à la solidarité. Nos partenaires présents sur place, notamment la Ligue des villes des Philippines, nous font état d'une situation d'une gravité peu commune.

Une trentaine des collectivités ont manifesté leur intérêt à participer à cette initiative et nous les remercions. Nous ne manquerons de communiquer les noms des collectivités dès que nous aurons reçu confirmation de leur part. Selon les règles fixées par le Bureau exécutif de Cités Unies France, la gestion de ce fonds se fera par un comité conjoint des donateurs. Une lettre a été adressée au président de la Ligue des villes des Philippines pour établir un plan de travail. Une réunion des donateurs sera organisée courant janvier 2014.

DÉVELOPPEMENT URBAIN

XVI^{ème} conférence de CODATU, du 2 au 5 février 2015, à Istanbul : « Changement climatique, qualité de l'air et défis énergétiques : le rôle des politiques de transport urbain et des mesures préventives dans les pays en développement et les économies émergentes » - Appel à contributions

Dans le cadre de la préparation de sa XVI^{ème} conférence mondiale, CODATU (Coopération pour le Développement et l'Amélioration des Transport Urbains et Périurbains) appelle les acteurs des transports publics à contribuer de manière écrite pour être mettre en exergue les bonnes pratiques relatives aux :

- problèmes et externalités du transport,
- politiques et mesures préventives pour le transport motorisé et non motorisé,
- politiques et mesures préventives pour la circulation urbaine des marchandises.

Les résumés doivent compter 250 mots au maximum en anglais ou en français et mentionner les informations suivantes : - Sous-thème - Titre - Nom et affiliation de l'auteur ou des auteurs - Nom de l'auteur-ressource et adresse électronique - Objectifs - Méthodologie - Données - Conclusions de l'article proposé. Les contributions sélectionnées seront valorisées à l'occasion de la XVI^{ème} conférence. Les résumés doivent être soumis en ligne entre le 15 décembre 2013 et le 1^{er} mars 2014.

Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission (Crises et réhabilitation) Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Virginie Rouquette, chargée de mission (Recherche) Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

Sarah Schönfeld, chargée de mission (Développement urbain) Courriel : s.schonfeld@cites-unies-france.org

Institutions européennes

Politique européenne de développement : quelle place pour les collectivités locales françaises ?



Crédit photo : Roland Bourguet

La Maison européenne des pouvoirs locaux français, qui réunit l'Association des Maires de France (AMF), l'Assemblée des Départements de France (ADF), l'Association des maires de grandes villes de France (AMGVF), la Fédération des Villes Moyennes (FVM) et l'Association des Petites Villes de France (APVF), a organisé le 17 décembre dernier à Paris, un

séminaire sur la place des collectivités dans la politique européenne de développement : quel bilan pour 2007-2013, quelles perspectives pour 2014-2020 ? Bertrand Gallet, directeur général de Cités Unies France, a dressé le bilan des financements européens obtenus par les collectivités françaises, près de 20 millions d'euros, et le rôle joué par Cités Unies France dans la reconnaissance auprès de l'Union des collectivités comme interlocuteur privilégié.

Plus de 100 participants ont assisté à ces débats en présence de Pascal Canfin, ministre délégué chargé du Développement, Michèle Striffler, députée européenne, et d'un représentant de la Commission européenne. La Communication de la Commission européenne du 15 mai 2013 sur la place des autorités locales dans le développement a été saluée.

ACTUALITÉS INSTITUTIONS EUROPEENNES

Formation : « Comment accéder aux financements européens », prévue en mars 2014

Cités Unies France et l'Agence française de développement proposent une nouvelle session de formation sur l'accès aux financements européens début mars. Cette formation a pour but d'accompagner les collectivités dans leur recherche de financements européens et permettre aux agents d'acquérir une compétence spécifique en la matière. Les stagiaires, venant tant de régions, de départements, de communes et d'EPCI suivront pendant deux jours un apprentissage sur les instruments financiers susceptibles de financer leur projet. Cités Unies France et l'Agence française du développement ont déjà formé près de 80 agents territoriaux. Vous pouvez manifester votre intérêt pour cette nouvelle session auprès de Camille Borella.

2014-2020 : Le cadre financier annuel adopté par le Parlement, l'engagement de l'Union européenne pour l'action extérieure est maintenu

Le cadre financier pluriannuel, qui est le plan de dépense de l'Union pour les 7 prochaines années, a été voté au Parlement le 19 novembre 2013.

Le budget total de l'Union s'élève à 956 milliards, il baisse de 5%. Cependant, la part pour la politique européenne d'action extérieure, qui était de 55 milliards pour 2007-2013, est maintenue avec un niveau d'engagement de 58 milliards.

L'instrument de coopération au développement, principal instrument de l'aide au développement européenne, a été voté en session plénière en décembre au Parlement. Le programme acteurs non étatiques et autorités locales, dénommé aujourd'hui « organisation de la société civile et autorités locales » passe de 1,6 à 1,9 milliards.



Platforma : réunion du comité de coordination

Les membres du comité de coordination de Platforma se sont réunis le 20 novembre 2013, à Bruxelles. Les échanges ont porté sur le nouveau contrat dans lequel entre Platforma et les activités qui seront mises en œuvre.

L'objectif principal d'accroître l'efficacité et l'impact des coopérations au développement des collectivités territoriales européennes reste le même. L'accent va être mis sur l'échange d'expérience entre membres, une étude sera réalisée et un groupe de travail sur les autorités locales et les crises a été créé.

Le séminaire annuel de Platforma aura lieu le 2 juillet 2014, au Palais des Congrès de Paris, à l'occasion de la cinquième édition du Forum de l'action internationale des collectivités.

Pour plus d'informations :

Camille Borella, chargée de mission (Institutions européennes)

Courriel : c.borella@cites-unies-france.org

Thématiques

Assises régionales

En dehors des dates de la Semaine mais toujours autour de ce temps fort du mois de novembre, Cités Unies France a participé à plusieurs autres Assises régionales, dont celles en Ile-de-France, le 29 novembre sur les territoires solidaires ou encore, par une intervention aux Assises bourguignonnes, le même jour, placées sous le double signe de l'égalité des genres et de l'agenda post-2015. Le conseil régional du Limousin avait, quant à lui, fait le choix du thème de l'éducation au développement pour ses rencontres du 7 décembre.

Journée de la coopération décentralisée sur l'Action sociale dans la coopération décentralisée – étude conjointe CUF-ENEIS Conseil prévue pour premier semestre 2014



Le cabinet ENEIS Conseil, qui travaille en partenariat avec CUF depuis plus d'un an, a présenté le 5 novembre dernier, à l'occasion d'une Journée de la coopération décentralisée, les principaux résultats d'une étude menée auprès de plus de 90 collectivités sur la manière d'appréhender l'action sociale et de mener des projets dans ce domaine. Cette matière se prête à une meilleure transversalité entre les services, mais plus encore à l'ouverture vers les acteurs du territoire. Le compte-rendu de cette journée est mis en ligne sous la rubrique « journées de la coopération décentralisée ». Cette étude fera l'objet d'une publication conjointe début 2014 et est prolongé par un travail piloté par l'Assemblée des départements de France sur le champ plus large de l'inclusion sociale et de l'action internationale des collectivités.

EDUCATION À LA CITOYENNETÉ MONDIALE

Présidente du groupe thématique : Véronique Moreira, vice-présidente du conseil régional de Rhône-Alpes

Appel à proposition européen ouvert jusqu'au 30 janvier 2014

La Commission européenne a lancé, le 19 novembre dernier, un appel à propositions Sensibilisation du public sur les questions de développement et appui à l'éducation au développement dans l'Union européenne ouvert aux collectivités territoriales.

La Semaine de la solidarité internationale bat son plein (16 - 24 novembre 2013)



L'ouverture de la saison 2013/2014 de l'initiative « Approches en Val-de-Marne du monde de demain » s'est tenue pendant la Semaine. Cités Unies France a répondu à l'invitation du conseil général du Val-de-Marne pour cette conférence

du 22 novembre 2013. Avec comme thème « Sahel - paix et développement », les intervenants de la conférence ont abordé successivement les problèmes de la sécurité alimentaire en Afrique notamment au Mali, la crise malienne et les questions foncières.

A Paris, la diaspora guinéenne a choisi d'organiser une journée de sensibilisation à la coopération décentralisée, le 23 novembre, manifestation qui a réuni plusieurs acteurs importants de la décentralisation en Guinée et de la société civile.

Cités Unies France était également présent et est intervenu :

- lors d'une soirée « 'Ti coup d'œil sou Haïti », à Suresnes ;
- lors des Assises de la Région Centre le 16 novembre sur le thème des droits humains ;
- à la table ronde de lancement de la Semaine à Cergy-Pontoise, ouverte par le ministre délégué Pascal Canfin et portant sur « l'éducation à la citoyenneté mondiale, l'affaire de tous » ;
- à Watrelos, le 16 novembre 2013 ;
- à la soirée LATIN'EAU.

Différents programmes de nos membres ont été postés sur le site de CUF. Cette édition avait pour parrain le photo-reporter Reza et plusieurs centaines de passants se sont arrêtés à l'expo-photo et autour des animations proposés par les membres du comité de pilotage de la Semaine, sur le parvis de l'Hôtel de Ville de Paris, sur le thème de l'accès aux droits.

Réunion du groupe thématique Education à la citoyenneté mondiale, le 13 novembre 2013

Le groupe thématique Education à la citoyenneté mondiale de Cités Unies France s'est retrouvé le 13 novembre dernier ; la plate-forme EDUCASOL, nouvelle constituée en association, a été présentée ainsi que ses interactions possibles avec CUF. Un focus a également été fait sur la Semaine de la solidarité internationale et son organisation : une évaluation prospective pour la définition de son prochain triennal est en cours.

Pour plus d'informations :

Astrid Frey, chargée de mission (Education à la citoyenneté mondiale)
Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

Thématiques

ACTUALITÉS

Agriculture familiale, alimentation et coopération décentralisée : réunion de cadrage avec les collectivités françaises engagées, le 6 février 2014

A l'occasion de « 2014 : Année Internationale de l'Agriculture Familiale » (AIAF), lancée en France le 18 décembre 2013 par les deux ministres en charge, Pascal Canfin pour les Affaires étrangères et Stéphane Le Fol pour l'Agriculture, l'Agroalimentaire et la Forêt, Cités Unies France propose aux collectivités intéressées une réunion d'état des lieux et de cadrage, le 6 février 2014, de 14h30 à 17h00, dans ses locaux.

La volonté de CUF est de se saisir de ce contexte 2014 de l'AIAF, pour :

- reposer le cadre de la mobilisation des collectivités territoriales en coopération décentralisée dans l'agenda mondial, à 1 an de l'échéance des Objectifs du millénaire ;
- recenser les initiatives qui seront prises en 2014 par les collectivités mobilisées sur l'agriculture familiale, en France et avec leurs collectivités partenaires, quel que soit le pays. Ce recensement sera aussitôt versé au calendrier national et au recueil d'initiatives, préparé par les deux ministères susmentionnés, sous la coordination de Henri Rouillé d'Orfeuill ;
- faire écho à la mobilisation en cours de plusieurs régions françaises et de l'Association des Régions de France ;
- actualiser les travaux sur « Coopération décentralisée et alimentation en Afrique », menés en 2009 avec le CFSI <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1460> ;
- élargir ces travaux à d'autres zones géographiques, dans lesquelles les collectivités françaises sont engagées dans ces domaines ou des domaines connexes.

Selon l'état de la mobilisation de la coopération décentralisée sur ces aspects, un point d'étape sera proposé lors de la 5ème édition du Forum de l'action internationale des collectivités.

Informations complémentaires et inscriptions : Constance Koukoui, c.koukoui@cites-unies-france.org

CGLU

CGLU et l'agenda mondial

Cités Unies France était aux côtés des Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) et ICLEI (International Council for Local Environmental Initiatives, Conseil international pour les initiatives écologiques locales) à l'ONU, en décembre dernier, pour préparer la contribution des gouvernements locaux et régionaux qu'ils délivreront en janvier 2014 pour influencer la réflexion des Etats sur la refonte de l'Agenda post 2015 (passage des OMD aux ODD).

Les gouvernements locaux et régionaux soutiennent la nécessité de l'adoption d'un ODD relatif à l'urbanisation durable et tenteront de faire adopter des cibles et indicateurs utilisables par les gouvernements locaux et régionaux dans les autres ODD.

Un bilan des activités multilatérales en cours (processus de négociations climatiques, refonte de l'Agenda post 2015 et processus Habitat III) et de la stratégie des lobbying des gouvernements locaux et régionaux (fédérés au sein d'une enceinte unique appelée la Global TaskForce) est disponible sur demande mais également sur le site Internet de Cités Unies France.



La cinquième édition du Forum de l'action internationale des collectivités

La cinquième édition du Forum de l'action internationale des collectivités qui aura lieu les mardi 1er et mercredi 2 juillet 2014, au Palais des Congrès de Paris, 2, place de la Porte Maillot (M° Porte Maillot). Pour plus d'informations :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1942>

Installation du Conseil National du Développement et de la Solidarité Internationale

Le décret validant l'installation du Conseil National du Développement et de la Solidarité Internationale (CNDSI) a été pris en conseil des ministres le 11 décembre 2013. Instances de concertation sur la politique de développement française, en particulier en amont des grands sommets internationaux, les collectivités y auront 7 sièges. Réuni au moins deux fois par an sous la présidence du ministre délégué au Développement, le CNDSI sera doté également d'un bureau. Le secrétariat est assuré par la Direction générale de la Mondialisation. Pour consulter le texte :

<http://www.legifrance.gouv.fr/af-fichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028323118&fastPos=1&fastReqId=33441986&categorieLien=cid&oldAction=rechTexte>

Projet de loi

Le projet de loi d'orientation et de programmation sur le développement a été présenté en conseil des ministres, le 10 décembre dernier. Le bureau exécutif de Cités Unies France a rédigé des observations et des propositions. L'association les transmettra aux parlementaires, en particulier le député Jean-Pierre Dufau, qui a été désigné rapporteur de ce texte à l'Assemblée.

Sondage

Pour rappel, à l'occasion du dernier sondage AFD/IPSOS sur les Français et l'aide au développement, 75% d'entre eux se sont déclarés favorables à l'implication de leur ville ou de leur région dans un projet de coopération décentralisée. Pour accéder aux résultats du sondage : <http://www.afd.fr/home/presse-afd/communiques?actuCtnId=104417>

Agenda de la coopération décentralisée

| INTITULÉ | LIEU | DATE | INITIATIVE |
|--|---------------------------|---------------------------|---|
| Réunion du Bureau exécutif de CUF | Sénat | 8 janvier | CUF |
| Séance plénière de la Commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD) | Paris | 14 janvier | CNCD / MAE |
| Réunion du groupe-pays Chine | Paris (siège de l'ARF) | 14 janvier | CUF / ARF |
| Réunion groupe-pays Mauritanie | CUF | 14 janvier | CUF |
| Réunion de lancement du groupe-pays Mexique | CUF | 15 janvier | CUF |
| Réunion du groupe-pays Niger | CUF | 15 janvier | CUF |
| Réunion du groupe-pays Inde | siège de l'ADF | 22 janvier | CUF |
| Réunion du groupe-pays Brésil | Lille | 24 janvier | CUF |
| Mission du programme tripartite Burkina (services de l'eau) - atelier de clôture | Ouagadougou / Kaya | 27 janvier - 4 février | CUF/Maison de la coopération décentralisée |
| Réunion du comité de pilotage français des Assises nationales de la coopération décentralisée au Burkina Faso | CUF | 28 janvier | Comité de pilotage |
| Réunion de suivi de la conférence de Bruxelles sur le Mali | Bruxelles | 5 février | Groupe de suivi |
| Agriculture familiale, alimentation et coopération décentralisée : réunion de cadrage avec les collectivités françaises engagées | CUF | 6 février | CUF |
| Mission du président du groupe-pays Mauritanie | Nouakchott | 8 - 13 février | CUF |
| Réunion du lancement du groupe-pays Russie | CUF | 12 février | CUF |

Agenda de la coopération décentralisée

| INTITULÉ | LIEU | DATE | INITIATIVE |
|--|---------------------------|------------------------------|---|
| Réunion du groupe-pays Amérique Centrale et Cuba | CUF | 12 février | CUF |
| Réunion sur la coopération décentralisée avec la Côte d'Ivoire | CUF | 13 février | CUF |
| Réunion du groupe-pays Madagascar | CUF | 13 février | CUF |
| Assises régionales coopération décentralisée Casamance | Dakar - Ziguinchor | 1 ^{er} - 7 mars | Region de Ziguinchor/ Ambassade de France à Dakar / CUF |
| 4 ^{ème} atelier du projet européen réunissant villes latino-américaines et européennes (AL-LAs) | Medellin, Colombie | 1 ^{er} - 5 avril | Projet AL-LAs |
| Forum urbain mondial | Medellin | 5 - 11 avril | ONU Habitat |
| 9 ^{ème} Table ronde des maires français et chinois | Lille | 12- 14 juin | Comité de pilotage |
| Réunion bureau mondial de CGLU | Liverpool | 17 - 19 juin | CGLU |
| 5 ^{ème} édition du Forum de l'Action internationale des collectivités | Paris, Palais des Congrès | 1 ^{er} et 2 juillet | CUF / ICIC |
| Assemblée générale CUF | Paris, Palais des Congrès | 2 juillet | CUF |
| 5 ^{ème} atelier du projet des collectivités euro-latino-américaines AL-LAs | Lima, Pérou | 18 - 22 août | Projet AL-LAs |
| 6 ^{ème} atelier du projet AL-LAs | Moròn, Argentine | 13 - 17 octobre | Projet AL-LAs |
| 4 ^{èmes} Rencontres franco-japonaises de la coopération décentralisée | Takamatsu, Japon | 28 - 30 octobre | Comité de pilotage |
| Assises nationales de la coopération décentralisée au Burkina Faso | Ouagadougou | Deuxième moitié d'octobre | Comité de pilotage |
| 4 ^{èmes} Assises de la coopération décentralisée franco-chinoise | Alsace | 6 - 7 novembre | Comité de pilotage |

Publications

Ouvrages édités par Cités Unies France

(Tarifs applicables à partir de janvier 2014)

Ouvrages de la collection “groupe - pays” : 25 euros

Les dossiers pays fournissent une synthèse de l'organisation des collectivités territoriales et des réformes administratives récentes. Ils comprennent également une analyse des partenariats de coopération décentralisée.

| Référence | Ouvrage | Parution |
|-----------|---|----------|
| DPRU | Dossier pays Russie (première édition - décembre 2012) | 2012 |
| DPPO | Dossier pays Pologne | 2008 |
| DPRO | Dossier pays Roumanie | 2008 |
| DPHO | Dossier pays Hongrie | 2005 |
| DPCR | Dossier pays Croatie | 2006 |
| DPRT | Dossier pays République tchèque (inclus “profils des régions tchèques”) | 2005 |
| DPVN | Dossier pays Vietnam (deuxième édition - juin 2011) | 2011 |
| DPIN | Dossier pays Inde (première édition - février 2011) | 2011 |
| DPJA | Dossier pays Japon (deuxième édition - avril 2010!) | 2010 |
| DPLI | Dossier pays Liban (nouvelle édition - octobre 2013) | 2013 |
| DPPA | Dossier pays Palestine | 2008 |
| DPTQ | Dossier pays Turquie | 2008 |
| DPMA | Dossier pays Maroc | 2007 |
| DPIS | Dossier pays Israël | 2007 |
| DPTU | Dossier pays Tunisie | 2005 |
| DPHT | Dossier Pays Haïti (deuxième édition - septembre 2013) | 2013 |
| DPBR | Dossier pays Brésil (deuxième édition - septembre 2011) | 2011 |
| DPNI | Dossier pays Nicaragua | 2006 |
| DPEU | Dossier Pays Etats-Unis (à paraître) | 2014 |
| DPNG | Dossier Pays Niger (première édition - juillet 2013) | 2013 |
| DPBE | Dossier Pays Bénin (première édition - octobre 2010) | 2010 |
| DPBF | Dossier Pays Burkina Faso (première édition - juin 2010) | 2010 |
| DPTG | Dossier Pays Togo | 2009 |
| DPML | Dossier Pays Mali | 2009 |
| DPMU | Dossier Pays Mauritanie | 2008 |
| DPSE | Dossier Pays Sénégal | 2007 |



Publications

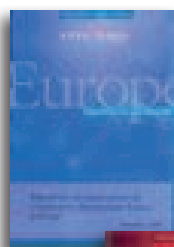
Ouvrages de la collection "groupe - pays" : 40 euros

| Référence | Ouvrage | Parution |
|-----------|---|----------|
| DPAC | Dossier Pays Afrique centrale et des Grands Lacs (octobre 2010) | 2010 |



Repertoires des partenariats de coopération décentralisée : 15 euros
Cités Unies France recense et met à jour régulièrement les partenariats entre collectivités territoriales françaises et étrangères.

| Référence | Ouvrage |
|-----------|---|
| RPAR | Répertoire des partenariats franco-arméniens |
| RPRU | Répertoire des partenariats franco-russes |
| RPPO | Répertoire des partenariats franco-polonais |
| RPRO | Répertoire des partenariats franco-roumains |
| RPHO | Répertoire des partenariats franco-hongrois |
| RPRT | Répertoire des partenariats franco-tchèques |
| RPVN | Répertoire des partenariats franco-vietnamiens |
| RPJO | Répertoire des partenariats franco-japonais |
| RPAL | Répertoire des partenariats franco-algériens |
| RPPA | Répertoire des partenariats franco-palestiniens |
| RPMA | Répertoire des partenariats franco-marocains |
| RPTU | Répertoire des partenariats franco-tunisiens |
| RPIS | Répertoire des partenariats franco-israéliens |
| RPLI | Répertoire des partenariats franco-libanais |
| RPARG | Répertoire des partenariats France - Argentine |
| RPBR | Répertoire des partenariats franco-brésiliens |
| RPHT | Répertoire des partenariats franco-haïtiens |
| RPACC | Répertoire des partenariats France - Amérique Centrale et Cuba |
| RPEU | Répertoire des partenariats franco-américains (France - Etats-Unis) |
| RPBE | Répertoire des partenariats franco-bénois |
| RPBF | Répertoire des partenariats franco-burkinabè |
| RPCA | Répertoire des partenariats franco-camerounais |
| RPMR | Répertoire des partenariats franco-mauritaniens |
| RPMD | Répertoire des partenariats franco-malgaches |
| RPML | Répertoire des partenariats franco-maliens |
| RPSE | Répertoire des partenariats franco-sénégalais |
| RPTO | Répertoire des partenariats franco-togolais |



Publications

Ouvrages de la collection "Réflexions" : 15 euros

| Référence | Ouvrage | Parution |
|-----------|---|----------|
| Ro01 | Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale | 2003 |
| Ro02 | Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabè | 2003 |
| Ro03 | Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne | 2002 |
| Ro04 | L'impact local de la coopération décentralisée sur les territoires | 2006 |
| Ro08 | L'éducation au développement et à la solidarité internationale (CUF-Educasol) | 2010 |
| Ro09 | Action internationale des collectivités territoriales et le social (CUF-ENEIS) (à paraître en janvier 2014) | 2014 |

Ouvrages de la collection "Référence" : 25 euros

| | | |
|-------|---|------|
| REfo1 | Les instruments juridiques de la coopération décentralisée | 2008 |
| REfo2 | Les collectivités territoriales et l'engagement des jeunes à l'international | 2009 |
| REfo3 | Coopération décentralisée et alimentation en Afrique - Agriculture et développement rural (CUF-CFSI) | 2010 |
| REfo4 | La coopération internationale des collectivités territoriales et l'Union européenne : l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie, le Royaume-Uni et la Suède face à la Commission européenne (CUF-AFD) | 2010 |
| REfo5 | The International Cooperation of Local Authorities in the European Union: Germany, Spain, France, Italy, the United Kingdom, Sweden and the European Commission (CUF-AFD) | 2011 |
| REfo6 | NOUVEAU ! Coopération décentralisée et santé en Afrique de l'Ouest et à Madagascar (CUF-ACTED) | 2012 |

Ouvrages hors collection

| | | | |
|--------|---|------|-----|
| HCDD | Coopération décentralisée pour le développement durable, Guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D | 2005 | 15€ |
| HCPCD | L'évaluation des partenariats de coopération décentralisée. Document de réflexion et d'appui méthodologique | | 10€ |
| HCCDDA | Coopération décentralisée au développement local urbain en Afrique. Pratiques en débat et expériences - 2 volumes | 2000 | 10€ |

| | | | |
|------|--|------|-----|
| AFPM | Rendons le pouvoir à l'Afrique, Philippe MILON (L'Harmattan) | 2009 | 22€ |
|------|--|------|-----|

Cahiers de la coopération décentralisée

| | | | |
|-------|---|------|-----|
| CDD-2 | Cahiers de la coopération décentralisée : l'action internationale des collectivités locales - numéro 2 - août 2010 | 2010 | 30€ |
| CDD-3 | NOUVEAU ! Cahiers de la coopération décentralisée : l'action internationale des collectivités locales - numéro 3 - septembre 2012 Prix collectivités adhérentes à CUF : 15€ | 2012 | 30€ |



Publications

Bon de commande

à retourner à Cités Unies France - 9 rue Christiani 75018 Paris
ou par fax : 01 53 41 81 41

Prénom : Nom :

Fonction

Collectivité ou institution :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Tél. : Fax :

Courriel :



| Référence | quantité | prix unitaire | total |
|---|----------|---------------|-------|
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| Frais d'envoi : | | | |
| Prix total : | | | |
| Frais d'envoi : gratuit pour la France métropolitaine - 5 euros pour l'étranger | | | |

- Je joins un chèque de euros à ce bulletin (un reçu sera adressé avec les ouvrages)
- Je règle par virement administratif (joindre bon de commande de la collectivité)

Signature :

Suivez Cités Unies France sur Twitter et Facebook !

Cités Unies France a désormais son compte Twitter et Facebook. Retrouvez toutes les informations en direct sur : [@CitesUniesFR](https://twitter.com/CitesUniesFR) et <https://www.facebook.com/pages/Cités-Unies-France/568198223223196>



9, rue Christiani 75018 Paris ■ Tél. : (+33/0)1 53 41 81 81 ■ Fax : (+33/0)1 53 41 81 41

Site Internet : www.cites-unies-france.org ■ Courriel : coop-dec@cites-unies-france.org

Pour s'abonner à la lettre : e.seyoum@cites-unies-france.org